



L'édito

d'ARA TORANIAN

Zarakolu : une statue de la liberté

Si les héros se reconnaissent aux persécutions qu'ils endurent, Ragip Zarakolu en est assurément un. Premier à avoir osé publier en Turquie des livres sur le génocide arménien, cet éditeur est depuis trente ans la bête noire de tous les régimes turcs qui se sont succédé - preuve s'il en était encore besoin que cette question taboue demeure la chose la mieux partagée dans ce pays. Du moins au niveau de sa direction étatique. Car, par ailleurs, les graines semées au fil du temps par les ouvrages des éditions Belge (prononcé Belgué «document»), créées par notre défenseur turc des droits de l'homme, continuent de porter leurs fruits. On ne saurait certes prétendre que la parole sur le sujet est libérée à l'est du Bosphore. Mais sous l'impulsion d'un certain nombre de « Justes » qui ont suivi la voie ouverte par Ragip et son épouse, la regrettée Aysé Zarakolu, les lignes bougent, indubitablement. Il y a eu la pétition des intellectuels demandant pardon, les recueils de certains d'entre eux au mémorial d'Erevan, l'exhumation des grands-mères, ces Arméniennes enlevées, islamisées et turquifiées dont les descendants, arrivés aujourd'hui pour certains dans les hautes sphères du pouvoir, portent dans leurs gènes ce «sang impur» qui les renvoie à une autre sorte de gêne, version malaise. Et puis à l'autre bout de la chaîne il y a cette progéniture d'une ascendance inverse, celle d'un des trois principaux instigateurs de l'entreprise d'extermination, Djémal pacha, dont Hasan, le petit-fils turc à «sang pour sang» vient d'écrire un livre qui a pour titre : *1915, le génocide arménien*. Tous ceux-là sont les enfants de Ragip Zarakolu. Quant au sien, le vrai, Deniz Zarakolu, bon sang ne saurait mentir, il a été jeté en prison. Là où les bourreaux le laissent croupir, pour accentuer la pression sur son père.

Tout cela montre que la cause arménienne est, bien sûr, tout sauf une affaire de race... Au début des années 70, un groupe d'étudiants, auquel j'avais eu la bonne idée de me lier, avait organisé un meeting à la Cité universitaire de Paris sur le thème : Arménien, Kurde, Turc : trois peuples en lutte. Nous voulions alors souligner à travers cet intitulé quelque peu décalé par rapport à la rhétorique arménienne de l'époque qu'il y avait plus de convergence entre ces entités que les

apparences ne le laissent paraître. Nous pensions que l'accession de la Turquie à une véritable démocratie passerait par la reconnaissance du génocide des Arméniens et le respect des droits de ses minorités. Et qu'il en allait donc de ses intérêts réels à s'engager sur cette voie. Dans le même élan, nous souhaitions dire que le mouvement arménien n'était pas dirigé contre le peuple turc, dans une logique revancharde ou de vendetta inter-ethnique, mais qu'il s'inscrivait, dans son combat pour la vérité, contre un système d'État et une idéologie aussi criminelle qu'aliénante pour ces trois peuples, ou ce qu'il en reste, côté arménien.

Ces formulations empreintes d'idéalisme peuvent sembler dater, en ces temps nouveaux qui voient naître dans cette région le spectre ancien des guerres entre nationalités, de surcroît ravivé aujourd'hui par la résurgence du facteur religieux. Elles n'en constituent pas moins le fondement théorique incontournable de toute résistance à la barbarie et à ses passions obscurantistes... L'engagement de Ragip Zarakolu rappelle la générosité de ces valeurs premières, inscrites au frontispice de la Déclaration des droits de l'homme, pour la protection desquels il a créé une association à Istanbul, aggravant ainsi son cas. On peut même dire qu'il incarne ces principes, lui le Turc qui met depuis si longtemps sa vie et celle de sa famille en danger pour les Arméniens, pour les Kurdes, pour une conception de la dignité humaine, dont la défense recoupe sans doute aussi une certaine vision de l'honneur de son pays.

À la veille de son invitation à Paris par la branche française du GIT, (groupe international de travail) une association d'universitaires, on apprenait que les États occidentaux s'apprétaient à surarmer le régime d'Erdogan et ce bien sûr au nom de la sauvegarde de la démocratie... en Syrie. Un schéma qui n'est pas sans rappeler le soutien aveugle dont ont bénéficié durant des décennies les différentes formes de la dictature turque, au motif de son rôle de rempart face à l'Union soviétique. On voulait pourtant espérer que ces comportements finiraient par s'estomper et que la chute du mur de Berlin entraînerait celle d'un autre mur de la honte, dressé au sein même de l'Europe : celui de Nicosie. C'est hélas l'inverse qui s'est produit. De nouvelles barrières, forgées par les haines ancestrales, ont remplacé les anciennes, comme en témoigne le blocus organisé autour d'une Arménie prise en tenaille dans l'étau turco-azerbaïdjanais. Le rouleau compresseur de la répression continue d'écraser le peuple kurde. La Turquie est devenue la plus grande prison de journalistes du monde. Des amendes sont même infligées aux chaînes de télé qui diffusent les «Simpson», un dessin animé jugé blasphématoire.

Au moment où s'écrivent ces lignes, Ragip Zarakolu reprenait l'avion pour retourner à ses combats, en Turquie. Et il laissait derrière lui une question en suspens : le reverrons-nous un jour, libre ? ■

RAGIP ZARAKOLU

UNE VIE DE COMBATS

Le militant des droits de l'homme en Turquie avait été arrêté à Istanbul le vendredi 28 octobre 2011 avec la sociologue Busra Ersanlı. Depuis le 10 avril dernier, Ragıp Zarakolu jouit d'une libération conditionnelle en attendant le verdict de son procès. Il encourt une peine pouvant aller jusqu'à 15 ans de prison.

Ragıp Zarakolu est né en 1948 à Büyükkada, près d'Istanbul, alors que son père Remzi était sous-préfet de l'île. Il a grandi parmi les membres des communautés grecque et arménienne de Turquie. En 1968, il a commencé à écrire pour les revues *Ant (Le Serment)* et *Yeni Ufuklar (Nouveaux Horizons)*. En 1971, Ragıp Zarakolu est poursuivi pour « relations clandestines avec Amnesty International » et passe cinq mois en prison. En 1972, il est à nouveau condamné à deux ans de prison, qu'il a accomplis au centre de détention de Selimiye (Istanbul) pour un article dans *Ant* sur Ho Chi Minh et la guerre du Vietnam. Il est libéré en 1974 à la faveur d'une amnistie générale. Ragıp Zarakolu s'engage plus à fond dans la défense de la liberté de pensée, seul moyen d'assurer « l'expression de la diversité des pensées et des cultures de Turquie ». Avec sa femme, Aysen, il crée en 1977 les éditions *Belge* (Documents), puis devient le cofondateur du quotidien *Demokrat* dont il prend la direction de la rubrique « étranger ».

Jusqu'au coup d'État de 1980, les éditions *Belge* avaient surtout publié des livres académiques et théoriques. Puis, *Belge* a commencé à publier une série de livres écrits par des prisonniers politiques : recueils

de poèmes, nouvelles, romans. La liste des publications de *Belge* inclut aussi des traductions de la littérature grecque, des ouvrages sur la question arménienne et les Juifs en Turquie. De nombreuses publications concernent également la question kurde en Turquie.

Parmi les livres relatifs au génocide arménien, figurent les traductions des ouvrages d'Yves Ternon et de Vahakn Dadrian interdits en Turquie, le livre de George Jerjian, *La Vérité nous délivrera : Arméniens et Turcs réconciliés*, et celui de Dora Sakayan, *Un Médecin arménien en Turquie, Garabed Haztcherian*, qui a valu de nouvelles accusations en 2005. En novembre 2007, Zarakolu publie le livre de David Gaunt, *Massacres, Résistance, Protectors* sur le génocide des Assyriens.

De Demokrat au PEN-Club

Cette activité éditoriale à l'importance politique, intellectuelle et morale considérable fait de *Belge* une cible permanente de l'ultra-nationalisme fréquemment au pouvoir en Turquie. Les éditions *Belge* ont été la cible de la censure turque depuis leur création par Zarakolu et sa femme Aysen.

Les charges ont valu au couple des peines d'emprisonnement, la confiscation et la destruction des stocks de livres, et de lourdes amendes. Ragıp Zarakolu a été brièvement emprisonné en 1982, en raison de sa position dans *Demokrat*, puis expulsé du pays jusqu'en 1991.

En 1995, le siège des éditions *Belge* est victime d'un attentat à la bombe, perpétré par un

groupe d'extrême-droite. Depuis le décès prématuré de sa femme, en 2002, dus à ses emprisonnements successifs, les poursuites judiciaires ont continué contre Ragıp Zarakolu. Refusant cette destruction méthodique des droits civiques et de la liberté d'expression en Turquie, Ragıp Zarakolu s'implique dans leur défense. En 1986, il compte parmi les 98 fondateurs de l'Association des droits de l'homme de Turquie (IHD). En 2007, il accède à la présidence du Comité pour la liberté de publication de l'Union des éditeurs de la Turquie (TYB). Il est également le représentant en Turquie du Comité pour la liberté de publication de l'Union internationale des éditeurs (IPA), et le président du comité pour les écrivains emprisonnés du PEN-Club International en Turquie.

Une série de récompenses

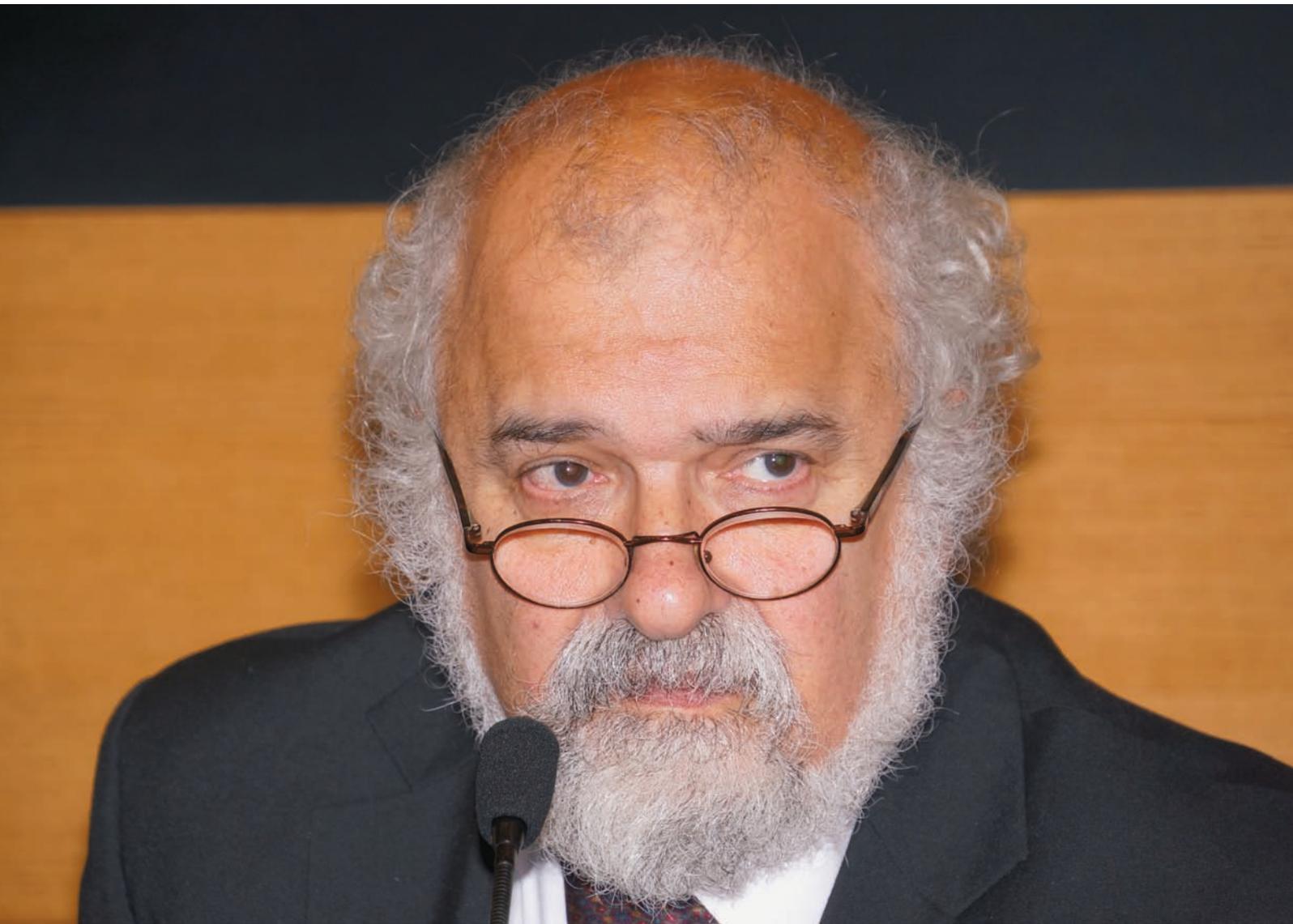
Si Ragıp Zarakolu est la cible d'une persécution permanente dans son pays, il est en revanche honoré au niveau international par des prix et des hommages prestigieux. Le 21 avril 2005, il reçoit à l'Hôtel de Ville de Paris, des mains du maire Bertrand Delanoë, la Médaille du Courage pour ses publications sur le génocide arménien. La même année, il est titulaire du prix de « la liberté d'expression » conjointement attribué par l'Union des écrivains norvégiens et le ministère norvégien de la Culture. En 2008, il est le lauréat du Prix IPA « Pour la Liberté de publier ». Il a également reçu le prix « La liberté de pensée et d'expression » décerné par l'Union des éditeurs de Turquie, le prix « La liberté de la presse » remis par l'Association des journalistes de Turquie.

Récemment encore, il a reçu la médaille d'honneur « Hagop Megapart » par la Bibliothèque nationale arménienne pour sa contribution à la reconnaissance de l'histoire, la culture et la littérature arméniennes en Turquie. En 2010, il fut au nombre des cinquante écrivains retenus par l'International PEN pour le 50^e anniversaire de sa campagne d'action en faveur de la liberté d'expression depuis 1960 (*Because Writers Speak Their Minds*).

Le retour de la répression

Mardi 4 octobre 2011, 150 personnes sont arrêtées dans le cadre du procès « KCK », dans le Sud-est de la Turquie, à Diyarbakir et à Gaziantep. Mais c'est à Istanbul que la rafle est la plus importante, avec 90 arrestations dont 83 membres ou dirigeants du

**Dès 1971
Ragıp
Zarakolu est
poursuivi
pour
relations
clandestines
avec
Amnesty
international
et passe
cinq mois
en prison.**



BDP (parti kurde légal), des journalistes, et aussi Deniz Zarakolu, fils de Ragıp, doctorant en sciences politiques et éditeur pour *Belge*. Le 12 octobre, alors qu'il participe à la Foire internationale du livre de Francfort, Ragıp Zarakolu réagit par un vibrant appel en faveur de son fils et de Suzan Zengin, l'une des principales traductrices attachées à la maison.

Acharnement policier

Il dénonce l'acharnement policier qui frappe *Belge*, une nouvelle fois dans la longue histoire de ces éditions, honneur de la Turquie incarnée dans la tradition de la liberté de pensée. « *Mon arrestation et l'accusation d'appartenance à une organisation illégale font partie d'une campagne visant à intimider tous les*

« Mon arrestation fait partie d'une campagne visant à intimider tous les intellectuels et démocrates de Turquie »

preuves du crime sont le 2^e volume de *Vatansiz Gazeteci (Journaliste apatriote)* de Dogan Özgüden, rédacteur en chef

intellectuels et démocrates de Turquie et plus particulièrement à priver les Kurdes de tout soutien », écrit-il. Zarakolu fait savoir également qu'au cours du raid à son domicile, la police n'a confisqué que quelques livres comme « preuves du crime » et n'a rien trouvé au sujet de sa soi-disant relation avec l'organisation en question. Les livres qui ont été saisis comme

d'Info-Türk, Habiba d'Ender Ondes, Le processus de paix de Yüksel Genç ainsi que les manuscrits de quelques livres sur le génocide des Arméniens et sur l'histoire arménienne. Il ajoute que toutes ses cartes bancaires et de crédit ont été confisquées par la police. « *C'est en 1991 que je suis venu à la Foire de Francfort pour la première fois. À l'époque, c'est notre auteur Ismail Besikçi qui était en prison, à cause de ses travaux de recherche sur les Kurdes. Qu'est-ce qui a changé depuis? Tous ont connu la prison à cause de leur engagement pour la paix, pour la liberté, pour l'égalité. Tous croient en la coexistence pacifique des différents peuples et cultures. Notre combat pour la vérité et l'humanité continue!* » ■

Erol Özkoray

INTERVIEW EXCLUSIVE DE RAGIP ZARAKOLU

« AUJOURD'HUI, NOUS NE SOMME

Invité pour une conférence à Paris du GIT, un groupe de chercheurs mobilisés sur les libertés, Ragip Zarakolu, premier Turc à avoir transgressé le tabou du génocide arménien il y a 20 ans, a accordé à NAM cette interview réalisée par le journaliste Erol Özkoray, signataire de la pétition BHL/Aznavor sur la loi Boyer. Il revient dans cet entretien sur les grandes étapes de ses combats.

Nouvelles d'Arménie Magazine : Cette année marque le 35^e anniversaire des Éditions Belge dont vous êtes fondateur avec votre femme Aysen, décédée. Vous avez lutté contre les tabous, contre le statu quo, vous avez été pionnier sur un sujet brûlant en Turquie, à savoir le génocide des Arméniens. Quel bilan faites-vous en tant qu'éditeur ?

Ragip Zarakolu : Nous avons pris la décision de fonder *Belge* à la fin des années 70, à une époque marquée par l'étranglement de la vie universitaire, l'impossibilité de mener des recherches libres, des études scientifiques. J'étais doctorant et mon directeur de thèse, Cahit Orhan Tütengil, avait été exécuté lâchement en plein jour dans la rue, comme Hrant Dink. J'ai pris alors deux décisions : retourner au journalisme et fonder avec Aysen cette maison d'édition. Je dirigeais le service des informations étrangères du quotidien *Demokrat* et je publiais parallèlement avec Aysen des livres. Nous avons pensé utiliser cette maison d'édition comme un outil alternatif, d'où le nom *Belge* qui signifie document. À l'époque, il y avait une guerre civile larvée en Turquie. Le mouvement fasciste utilisait la violence contre la gauche qui jouissait d'une certaine influence parmi les populations. Cette situation a débouché sur la création d'un mouvement antifasciste. Nous avons essayé dans ce contexte d'apporter notre contribution à un socialisme non-orthodoxe mais participatif. Nous portions une conception pluraliste de la gauche. Ainsi nous avons publié les livres d'Antonio Gramsci et de Rosa Luxembourg pour enrichir le milieu intellectuel. Le mouvement fasciste civil ayant échoué, l'armée est entrée en jeu avec le coup d'État du 12 septembre 1980. Lors de cette période, *Belge* était la seule maison d'édition de gauche à exister. Nous la concevions comme une entité légitime et nous avons pris ainsi des risques. Pendant la liquidation de la gauche par les militaires, nous avons édité le livre scientifique de Mete Tunçay sur l'histoire de ce courant. Il s'agissait ainsi d'affirmer haut et fort qu'il est impossible d'éliminer un mouvement historique comme la gauche,

« Ce livre d'Yves Terson que nous avons publié en turc a provoqué un choc, mais il a également généré le silence et la peur ».



Conférence du GIT à l'École Pratique des Hautes Études à Paris : Vincent

mais aussi d'exprimer une sorte de solidarité avec cette mouvance turque que les militaires tentaient d'écraser. Nous voulions aussi dire qu'il est impossible d'éliminer les peuples, comme le peuple arménien et le peuple kurde. Ils ont alors ouvert des procès et on a été jugé. Nous avons publié aussi d'autres livres pour développer face à l'histoire officielle une histoire alternative, mais aussi des textes fondamentaux de la démocratie. Nous avons publié ainsi des livres sur la Grèce, le Portugal et l'Espagne concernant la transition des dictatures vers la démocratie. Comme la publication des revues était interdite, nous avons publié trois années de suite *l'État du Monde* des éditions Maspéro, pour que les gens soient au courant des développements politiques dans le monde. Notre but était de faire écarter cette dictature, d'être prêts pour le processus démocratique que nous pensions voir naître au bout de cinq ans. Mais ce régime était identique à celui du Chili de Pinochet. Il voulait modeler toute une société. Et au lieu de se retrouver finalement face un régime démocratique, on est resté confrontés à un régime totalement supervisé par des généraux. Et une violence inouïe a été utilisée contre la gauche.

NAM : Donc, *Belge* devient plus ou moins une école, une sorte de faculté de sciences politiques avec toutes ces publications.

R. Z. : Oui, en effet. Nous avons créé aussi une autre maison d'édition qui s'appelle *Alan* dans le but de publier des ouvrages moins radicaux, plus accessibles aux jeunes générations. Ainsi *Belge* est devenu un centre de résistance au régime du 12 septembre 1980.

S PLUS SEULS »



Duclert, Hamit Bozarslan, Ragip Zarakolu, Erol Özkoray et Ara Toranian.

NAM : Ainsi, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont profité de cette politique de publication dans les heures sombres de ce pays où un fascisme ouvert régnait.

R. Z. : Oui, vraiment, il y avait une demande très forte de la part des lecteurs.

NAM : Durant cette période, est-ce que vous et votre épouse avez fait de la prison ?

R. Z. : Nous avons été arrêtés plusieurs fois avec ma femme. Nous avons également fait l'objet de plusieurs gardes à vue au motif de nos publications. Mais nous avons continué notre chemin. En 1985, nous avons publié la première revue marxiste depuis le coup d'État de 1980. Les universitaires renvoyés par le régime militaire collaboraient à cette revue, ou bien publiaient leurs livres chez nous. Par exemple, Korkut Boratav et Murat Belge. Bref, à cette époque *Belge* et *Alan* étaient les seules poches de liberté qui existaient dans le pays.

NAM : Par la suite vous devenez pionnier sur un sujet très important, le génocide des Arméniens. Vous êtes le premier en Turquie à publier un livre sur ce génocide, celui d'Yves Ternon. Ça a provoqué un séisme historique et intellectuel. Pouvez-vous développer ce sujet surtout pour les nouvelles générations d'Arméniens qui vivent en France ?

R. Z. : Nous l'avons publié en 1993. Une année baptisée "année horrible" par les défenseurs des droits de l'homme à travers le monde. Durant cette année des assassinats, des massacres et des enlèvements ont été commis. En ont été notamment vic-

time, le président de la République, le commandant de la gendarmerie, Uğur Mumcu, célèbre journaliste kémaliste, Musa Anter illustre journaliste kurde de 72 ans, ainsi que de nombreux jeunes journalistes. C'était une année d'horreurs pour la Turquie. Elle a également marqué le début de la déportation des Kurdes. Près de trois millions de Kurdes ont dû quitter leur village, soit quasiment la moitié de leur population à l'époque en Turquie. Cet exode forcé nous a incités à nous tourner vers l'histoire. Afin qu'elle ne se répète pas, la Turquie devait se confronter à son propre passé, à commencer par 1915. Nous avons pris cette décision en 1992 et la traduction du livre d'Yves Ternon a été effectuée en 1993. Ce livre a provoqué un choc, mais il a également généré le silence et la peur. Les gens envoyaient deux vieillards à la maison d'édition pour se le procurer. L'un était Sarkis Usta, l'autre était Kirkor Kolkusa. À part eux, il y avait un troisième à s'y intéresser. C'était Hrant Dink.

NAM : C'est à ce moment-là qu'est née votre amitié avec Hrant Dink ?

R. Z. : Nous avons fait sa connaissance lorsqu'il a fondé une librairie dans les années 1980. Aysen qui était cadre chez le seul distributeur progressiste de livres lui avait déjà apporté son soutien. Mais il s'est produit un autre événement qui a accéléré le processus. Il a eu lieu en 1990, au moment où, pour la première fois, nous avons commencé à publier les ouvrages d'İsmail Beşikçi qui était censuré depuis 15 ans. La question kurde était alors prioritaire du point de vue des droits de l'homme. Cinq de ses livres ont été publiés. Malgré les interdictions et les menaces contre les imprimeries, nous avons pu les sortir. Ces livres ont fait sensation. Il s'en est suivi des procès, et autour d'eux des mobilisations qui ont fini par déboucher sur l'abrogation des lois sur lesquelles s'appuyaient les poursuites. Nous avons alors pensé que notre mission était accomplie. Dans la foulée, des maisons d'édition kurdes se sont fondées. Et nous avons pu concentrer nos efforts sur la question arménienne et sur le point de départ de la vraie histoire de la république turque : 1915. Nous avons naturellement été poursuivis. Mais quand il y avait quasiment mille personnes pour nous soutenir dans nos procès liés à la question kurde, nous nous retrouvions seuls quand il s'agissait du génocide arménien. Nous ne bénéficions plus d'aucun soutien du milieu intellectuel. Dans le même ordre d'idée, il y a eu une campagne de désobéissance civile à l'époque au sujet du jugement du célèbre romancier Yaşar Kemal. Un recueil contenant des extraits de ses ouvrages interdits a été publié. Lorsque j'ai proposé d'y introduire une section sur le génocide des Arméniens, les organisateurs ont refusé. Ils m'ont dit qu'en cas de l'inclusion du génocide des Arméniens, un grand nombre d'intellectuels retireraient leur signature.

NAM : Peut-on dire que les intellectuels turcs n'ont pas joué leur rôle ?

R. Z. : Au début nous n'avons eu aucun soutien du côté des intellectuels, à part bien sûr la ligue des droits de l'homme. Ce qui est normal. Elle a été, en effet, la première institution en Turquie à reconnaître le génocide des Arméniens. À l'époque, j'en étais le vice-président. La Fédération des droits de l'homme, dont le siège se trouve à Paris, était venue à Istanbul et lors d'un entretien on m'a posé la question de savoir ce qu'on pensait du génocide des Arméniens. Je leur ai répondu que j'étais en procès ainsi que ma femme sur ce dossier pour avoir >>>

HOMMAGE MON AMI RAGIP



JEAN ECKMAN

Erol Özkoray et Ragıp Zarakolu

Que dire de Ragıp Zarakolu? D'abord c'est un ami très proche. C'est un saint. C'est ce qu'avait dit mon ami, le Dr Edouard Broussalian qui l'a soigné, dès qu'il l'a vu après sa sortie de prison. Et il est modeste. Contrairement aux charlatans médiatiques qui en rajoutent à leur histoire, il ne se vante jamais. Il est pudique et humble. C'est un sage. Humaniste, c'est l'adjectif qui lui va le mieux. Oui, c'est un humaniste de premier rang. Malgré les pires expressions du fascisme qu'il a subies au cours de sa vie intellectuelle, il est resté la personne la plus sereine, la plus paisible et la plus pacifiste que j'ai jamais rencontrée dans ma vie. Il y a tout juste une semaine il m'a dit n'éprouver « aucune haine » contre les bourreaux de la pensée et des libertés. Aucun esprit de revanche, aucune parole déplacée, aucune agressivité, aucune hostilité. Mais il a des principes universels et une éthique en béton qui dérangent les petits hommes assoiffés de pouvoir qu'ils soient Premier ministre ou ministre. Il dérange l'État aussi... Et ce depuis des décennies. C'est un homme très précieux et rare, qu'il faut entourer et protéger coûte que coûte. Le jour où j'ai appris qu'il a été arrêté, j'étais fou de rage et le choc était total. Je me suis dit : « j'arrête tout et je mets tous mes efforts et mon temps pour le faire sortir le plus vite possible de ce "Goulag turc" » (l'expression est de Ragıp). Et c'est ce que j'ai fait. Durant six mois, une équipe internationale était sur pied, plusieurs centaines de personnes ont travaillé pour lui, des États-Unis jusqu'en Europe. Des activistes de tous bords, des intellectuels, des politiciens, des défenseurs des droits de l'homme, des journalistes, des écrivains, des universitaires, bref tout le monde et plusieurs institutions (comme RSF, PEN, CPJ, etc.). Dans cette aventure pour la liberté de Ragıp Zarakolu, trois pays ont joué un rôle déterminant : la France, les États-Unis et la Norvège. En France, les Arméniens et les universitaires étaient le fer de lance. À sa sortie de prison, il était brisé à cause de cette incarcération absurde et fasciste. Dix jours de plus et cela aurait été trop tard, car il risquait d'avoir une pneumonie. Nous avons tout juste eu le temps de le faire soigner dès sa mise en liberté. On l'a sauvé de justesse grâce à cette mobilisation internationale. C'est pour cela que chaque jour compte pour un détenu politique, il faut agir très vite et d'une façon continue sans faire baisser l'intensité de la lutte. Car, tout peut arriver à tout moment dans un État totalitaire.

Erol Özkoray

>>> publié des livres. Ils m'ont toute de suite répondu que cette référence était suffisante. Ainsi, du fait de ce procès, notre association est devenue membre de cette Fédération au niveau international.

NAM : En tant que pionnier pour la reconnaissance du génocide des Arméniens en Turquie, comment évaluez-vous la situation actuelle ?

R. Z. : Il y a 20 ans nous étions seuls, mais aujourd'hui nous ne le sommes pas. À la suite de notre premier mouvement de désobéissance civile, nous avons vu émerger plusieurs maisons d'édition kurdes. Et le même phénomène a eu lieu avec les Arméniens. Dans la foulée de notre deuxième mouvement de désobéissance, on a vu naître des institutions arméniennes comme le journal *Agos* et les éditions *Aras*. Un petit mouvement peut en engendrer d'autres, plus importants. On n'a pas eu d'échos au sein de l'intelligentsia turque, mais par contre, je peux affirmer humblement que nous avons eu un impact sur la sortie de l'isolement de la communauté arménienne de Turquie. C'est Hrant Dink qui me l'a dit personnellement.

NAM : Ensuite, Hrant Dink prend le relais. Est-ce que Hrant Dink aurait pu être sauvé ?

R. Z. : En ce qui concerne Hrant Dink, tout le monde, y compris sa famille, pensait qu'ils n'oseraient pas aller jusque-là. C'était une erreur terrible. Je peux affirmer aussi que Hrant Dink a été laissé seul. C'est nous qui avons organisé les premières réunions de soutien en tant que PEN International et Association des droits de l'homme. Nous lui avons plusieurs fois rendu visite à *Agos*. Il y a eu des déclarations de la part de l'Association internationale des droits de l'homme, et des écrivains. Mais ces actions se sont avérées insuffisantes. Des hommes auraient dû l'entourer pour le protéger comme des gardes du corps. Personne n'a compris la gravité de la situation. Mais il fallait la comprendre. Quand les hordes ultranationalistes manifestaient devant *Agos*, quand ils l'attaquaient dans le tribunal même, quand ils brandissaient des menaces et même quand ces menaces visaient des écrivains apolitiques comme Orhan Pamuk et Elif Şafak, il aurait fallu que les mouvements de la société civile se chargent de sa protection. Il ne fallait pas le laisser seul.

NAM : Je l'ai vu deux mois avant son assassinat lors d'une conférence qui se tenait à l'hôtel *Taxim Hill* à Istanbul, concernant la réorganisation du mouvement kurde en parti politique, et là-bas il était tout seul. Je suivais dans *Agos*, ses écrits depuis plus de deux ans. Je voulais absolument faire sa connaissance et j'ai demandé à Pinar Selek, amie de Hrant, la sociologue qui fait l'objet actuellement d'un procès kafkaïen, de me le présenter. C'est ainsi que j'ai pu dialoguer pendant plus d'une demi-heure avec lui. En effet il était totalement isolé, il avait l'air brisé et fatigué.

R. Z. : Hrant ne voulait pas partir de Turquie, car c'était sa patrie. Il disait : « si je dois mourir, je mourrai sur ces terres! ». D'un autre côté, s'il était parti, il n'aurait pas été seul, il aurait dû quitter le pays avec sa femme et ses enfants. Le combat qu'il menait était sur ses propres terres, Hrant Dink appartenait à ce pays. Et c'est ce pays qui était en devoir de le protéger.

NAM : L'article 159 qui était une loi liberticide a cédé la place avec le gouvernement islamiste à l'article 301. Vous êtes la première personne qui a été condamnée par cet article. Le même article a



« Nous sommes tous des Hrant Dink, nous sommes tous des Arméniens ».
 Manifestation de dizaines de milliers de personnes au cinquième anniversaire de la mort du journaliste, le 19 janvier 2012.

provoqué la mort de Hrant Dink. Est-il possible d'instaurer une démocratie dans un pays où l'article 301 sévit ?

R. Z. : C'est impossible bien sûr. Et il n'y a pas seulement l'article 301, mais aussi la loi anti-terreur. À vrai dire, avec la mentalité du système judiciaire turc qui est en cause, nous sommes aujourd'hui dans une situation sans issue. Nous venons de publier un ouvrage intitulé *Les cent livres interdits*. Il raconte comment tous les présidents de la république ont approuvé ces interdictions (à commencer par Atatürk), la mentalité des procureurs, les actes d'accusations, les défenses présentées aux tribunaux, ainsi que la façon dont Nâzım Hikmet (qui était un héros de ce pays) a dé péri. Lorsque vous lisez les actes d'accusation des procureurs, les décisions des juges et les soi-disant scientifiques qui soutiennent leurs rapports d'expertise, vous comprenez que rien n'a changé dans ce pays. En 1990, lorsque nous étions jugés, les phrases énoncées à propos du tabou arménien, sont interchangeables avec celles prononcées aujourd'hui dans le cadre du procès KCK.

NAM : Vous avez retrouvé votre liberté tout récemment...

R. Z. : Je n'ai pas recouvré ma liberté, je me suis retrouvé dans une plus grande prison à ciel ouvert. Peut-être étais-je encore

« Je peux affirmer que nous avons eu un impact sur la sortie de l'isolement de la communauté arménienne de Turquie. »

plus libre en prison. Quoi qu'ils fassent, cette liberté existe et existera toujours dans ma tête.

NAM : Comment considérez-vous cette période ? Vous avez été mis en prison pendant six mois. Votre fils Deniz Zarakolu, Aysen Berkday ainsi que beaucoup d'écrivains (dont ceux de Belge) sont encore détenus.

R. Z. : La solidarité nationale et internationale a joué un grand rôle dans ma libération. Pendant un mois, il n'y a pas eu un seul jour sans informations sur mon cas. La presse nationale s'est sentie menacée par mon arrestation et celle du professeur Büşra Ersanlı. Dans ce contexte, même le chroniqueur Ertugrul Özkök s'est cru obligé d'écrire un éditorial sur mon cas, tout en spécifiant qu'il ne sympathisait pas avec moi. Je le remercie. Il y a eu ensuite une vague d'arrestations et d'incarcérations de journalistes kurdes qui a entraîné une protestation plus active des institutions de presse internationales et nationales. Mais il aurait fallu que ces réactions se manifestent bien plus tôt.

NAM : Souhaiteriez-vous que ces réactions s'amplifient davantage ?

R. Z. : Bien sûr. C'est très important. La solidarité internationale et nationale est fondamentale pour ne pas oublier les prisonniers politiques. Il y a actuellement un problème depuis ma libération, celle de Büşra et des autres. C'est comme si une erreur avait été commise, puis réparée. Mais cette erreur n'a pas été commise que contre nous. Elle l'a été aussi à l'encontre de tous les prisonniers politiques, qu'ils soient élus, députés, représentants de la société civile, activistes, étudiants. Les >>>



Ragıp Zarakolu à genoux lors de sa première visite, au mémorial du génocide, il y a plus de 10 ans.

>>> principes fondamentaux de la Déclaration universelle des droits de l'homme ont été bafoués sous prétexte de lutte contre le terrorisme. Avec l'application des lois anti-terrorisme, la Turquie est le premier pays au monde dans le domaine des atteintes aux libertés essentielles. Les autres pays sont la Corée du Nord et la Chine. Mais la Turquie est associée à l'Union européenne, à l'Otan, au Conseil de l'Europe. Vous pouvez critiquer la Chine et la Corée du Nord, mais ces pays ne font pas partie de l'Union, de l'Otan, ni du Conseil de l'Europe. Mais si un pays comme la Turquie, membre du système européen, bat le record mondial en matière de prisonniers politiques et de journalistes emprisonnés avec la Russie et la Chine, cela prouve qu'il existe un vrai problème, très sérieux et très grave.

NAM : D'après vous, où va la Turquie ?

R.Z. : Elle va de nouveau vers un régime autoritaire. S'il n'y a pas de réaction immédiate, nous risquons de rater la chance d'empêcher cette dérive. Les pays qui se considèrent amis de la Turquie doivent tirer la sonnette d'alarme, s'ils sont vraiment des amis. Sinon, elle va se vautrer rapidement dans les conflits ethnico-religieux du Moyen-Orient.

NAM : Quand vous étiez emprisonné, une organisation très sérieuse et efficace a été mise sur pied en France, composée spécialement d'Arméniens et d'universitaires, en vue de vous faire libérer le plus vite possible. Avez-vous un message spécifique envers la communauté arménienne de France ?

R.Z. : La population arménienne de France a une place très spéciale pour moi. Depuis le procès sur le livre de Yves Ternon, elle ne m'a jamais laissé seul. Au début, elle s'est même inquiétée de savoir si ma situation ne risquait pas de se détériorer du fait d'un soutien trop visible de sa part. Les Arméniens ont fait preuve d'une extrême sensibilité sur ce point. Je leur ai répondu qu'au contraire, leur soutien nous donnerait de la force morale. Et depuis, ceux qui ont suivi de plus près mes procès ont été toujours les membres de la communauté arménienne de France. Cette sensibilité a continué quand j'étais en prison. En même temps, je remercie beaucoup le GIT (Groupe international du travail). Le GIT s'est aussi occupé des universitaires, des intellectuels et des étudiants emprisonnés. Aujourd'hui, des milliers d'étudiants sont derrière les barreaux pour avoir utilisé leurs droits élémentaires de protestation. La Turquie bat des records mondiaux en matière d'emprisonnement d'étudiants. Tous sont

en prison pour « cause de terrorisme ». Le monde entier doit s'interroger sur ces incarcérations injustes. En effet, si les critères de la Turquie s'appliquaient en France, elle pourrait apparaître comme le pays du monde le plus affecté par le terrorisme: parce que les actes de protestation contre son gouvernement, contre ses politiques économiques ont lieu pratiquement chaque jour. Ces étudiants sont emprisonnés pour avoir participé à des manifestations, pour avoir distribué des tracts, pour avoir lu des livres critiques. S'ils agissaient comme le gouvernement islamiste en Turquie, les gouvernements de la Grèce, de l'Italie, de l'Espagne et de la France verraient partout des terroristes. Et cela entraînerait naturellement la fin de la démocratie.

D.R.

NAM : Concernant la question arménienne, le génocide et le problème kurde, bref les lignes rouges de l'État turc, comment voyez-vous l'avenir de ce pays, en tant qu'écrivain, éditeur et opposant ?

R.Z. : Je crois qu'il existe une chance d'empêcher ce développement négatif. Je pense qu'il faut des réactions plus sérieuses et une opposition plus radicale. Malgré tout, il existe quand même une sorte de réveil en Turquie. C'est une chance pour ce pays, car, y compris les kémalistes, tout le monde y a été matraqué! Donc, tout le monde sait ce qui l'attend. Même dans les rangs islamistes, il existe des voix qui critiquent l'autoritarisme du régime. Chose surréaliste, même les féministes islamistes et les socialistes islamistes critiquent le gouvernement. C'est spécifique à la Turquie. Donc, malgré tout il existe une sorte de résistance dans le peuple. Par exemple si le peuple Kurde ne résistait pas, alors pourquoi aurions-nous autant de prisonniers politiques chez les Kurdes? Le gouvernement turc se flatte d'avoir octroyé des droits au peuple kurde. Alors que c'est au contraire le peuple kurde qui a arraché ces droits en en payant le prix. D'innombrables personnes ont perdu leur vie, ont croupi en prisons. C'est le peuple kurde qui a obtenu ses droits avec ses luttes.

NAM : Avez-vous un dernier message ?

R.Z. : N'oubliez pas les prisonniers politiques en Turquie. Pen- sez à eux. Envoyez-leur des cartes pour le nouvel an, même avec une petite phrase qui va leur remonter le moral. ■

Propos recueillis par Erol Özkoray

POUR ÉCRIRE AUX PRISONNIERS POLITIQUES

Les femmes :

Ayşe Berktaş
Yüksel Genç
Zeynep Koray

Adresse :

Bakirköy Kadın ve Çocuk
Hapishanesi
Bakirköy/Istanbul
Turquie

Les hommes :

Aziz Tunç
A. Dursun Yıldız
Mülazım Özcan
C.Deniz Zarakolu

Adresse :

2 Nolu L Tipi Cezaevi
Silivri Kampüsü
Silivri-Istanbul
Turquie